

Bilan de Max Richard sur les travaux du congrès européen de La Haye (Juin 1948)

Légende: En juin 1948, Max Richard, rédacteur en chef du périodique Fédération, rend compte des débats et des résolutions politique, économique et culturelle adoptées à l'issue du congrès européen de La Haye en saluant particulièrement le rôle joué par les militants fédéralistes.

Source: Fédération. Revue de l'ordre vivant. Juin 1948, n° 41. Paris: Imprimerie de la Seine.

Copyright: (c) Fédération

URL: http://www.cvce.eu/obj/bilan_de_max_richard_sur_les_travaux_du_congres_europeen_de_la_haye_juin_1948-fr-9255138f-863f-4e27-9d89-f39ab83792a3.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Images et travaux d'un congrès

par Max Richard

Non, ce ne fut pas un congrès comme les autres. D'abord parce que cette réunion unique de personnalités de vingt-sept pays européens (1) était déjà, en soi, un acte. Ensuite parce que les quelque mille congressistes ont pris leur tâche avec sérieux. Dieu sait pourtant que les tentations ne leur manquaient pas : la Hollande leur offrait ses célèbres champs de tulipes, ses musées, ses canaux, et aussi ses restaurants chinois — il est vrai que dans notre continent compartimenté les « devises » sont rares ; grâce soient rendues pour une fois aux tracasseries du contrôle des changes...

En fait, délégués et « observateurs » — Espagne et pays de l'Est (ces derniers étant d'ailleurs tout de suite promus à la dignité de délégués) — n'étaient pas à La Haye pour faire du tourisme. Et si la plupart dormirent peu, que leurs épouses — ou leurs époux, car il y avait un nombre respectable de délégués du sexe faible — n'en prennent pas ombrage : la faute en est imputable aux séances nocturnes des commissions. L'acharnement qu'on y put constater était la preuve majeure de l'intérêt passionné des congressistes.

Le cadre

Je ne veux pas ici céder aux attraits du pittoresque. Il faut bien pourtant que j'exprime les remerciements des congressistes au gouvernement néerlandais et au comité d'accueil du sénateur Kerstens. Rien n'avait été négligé pour nous recevoir avec beaucoup de gentillesse et de dévouement.

Peut-être les Français eussent-ils préféré être groupés comme les Britanniques, afin de pouvoir se mieux concerter. Certains en effet logèrent à près de 40 kilomètres de La Haye. Mais ce malencontreux hasard n'était certes pas dû à nos hôtes hollandais. Les Britanniques savent toujours donner le coup de pouce au bon moment. Loin de récriminer, prenons-en de la graine pour une prochaine rencontre.

Les séances du congrès avaient lieu au « Ridderzaal », dans le complexe gouvernemental du Binnenhof, un ensemble sans doute unique en Europe. Un petit livrer fort complet permit à chaque congressiste — tout en s'initiant aux mystères de la topographie de la capitale des Pays-Bas — d'avoir un aperçu sommaire sur l'histoire du « Ridderzaal ». Ce sobre bâtiment est « moralement » très vieux. A la fin du siècle dernier, on l'a entièrement reconstitué, ce qui lui donne l'aspect un peu touchant d'un décor pour films historiques. Fidèle à l'archéologie, il manque de la poussière des siècles. Mais la grande salle gothique en impose par sa majestueuse simplicité : splendide charpente de chêne — un peu trop neuve peut-être — vastes parois de chaux austère, lustres colossaux, dais solennel de velours rouge surplombant la tribune, hauts sièges confortables sur d'immenses tapis.

Cadre grandiose comme l'on voit, encore rehaussé par un gigantesque drapeau de l'Europe — la seule trouvaille de ce congrès, diront les mauvaises langues — étalant un large E rouge sur fond blanc. Les insignes du congrès reproduisent ces couleurs, et nous sommes quelques-uns à les porter encore à notre boutonnière. Par vanité ? Ma foi, beaucoup d'entre nous pensent avoir participé à des journées historiques, et diront peut-être un jour à leurs neveux : « J'y étais... » Mais aussi parce que les symboles sont précieux, qu'ils concrétisent les mythes et que, si, dans ce congrès, tout ne nous a pas pleinement satisfaits, et nous le dirons, il y eut des instants pleinement émouvants, et l'on sentait que le scepticisme se dissolvait et qu'un élan d'enthousiasme créateur pouvait balayer enfin les petites routines, les petits préjugés, les petites arrières-pensées.

Chronologie

Le 7 mai, dans la matinée, congressistes et journalistes furent accueillis au Jardin des Plantes, reçurent une large enveloppe pleine de documents, de plans, de coupons de logement et de repas, et de toutes les précisions désirables.

Ils allèrent ensuite déjeuner dans divers restaurants de La Haye, par vastes salles de deux cents convives. Le

temps superbe les disposait à l'optimisme. Ils mangèrent du poisson et des crevettes, burent de la bière excellente, et se méfièrent du vin, néfaste aux fameuses « devises ».

Puis ils se dirigèrent par petits paquets vers le « Ridderzaal » (salle des Chevaliers) pour la séance solennelle d'ouverture, présidée par M. Churchill (2) et à laquelle LL.AA.RR. la princesse Juliana et le prince Bernhard accordèrent l'honneur de leur présence. Ils entendirent un certain nombre de discours, d'excellents et de moins bons, parmi lesquels ceux de M. Churchill et d'Henri Brugmans furent les plus applaudis. Ce dernier notamment apporta les éléments concrets et « révolutionnaires » qui donnaient leur plein sens à la manifestation.

Les congressistes, reçus ensuite plantureusement à Wassenaar par le gouvernement hollandais, se retrouvèrent pour dîner, comme tous les soirs, tous ensemble au casino de Scheveningue, la plage de La Haye. Le lendemain, commençait le travail effectif.

Chaque congressiste avait préalablement choisi la commission, où il voulait siéger (en fait, au hasard des débats, on vit se vicier certaines commissions au profit des autres, et plus particulièrement de la commission politique).

La commission politique était présidée par M. Ramadier. Ses rapporteurs étaient M. Courtin et M. Mackay, député travailliste. La commission économique et sociale, présidée par M. Van Zeeland, avait pour rapporteurs M. Serruys et lord Layton. Quant à la commission culturelle, son président était M. Salvador de Madariaga (remplaçant Ignazio Silone, empêché) et son rapporteur M. Denis de Rougemont.

Les congressistes, en se rendant le 8 mai au matin à leur commission respective, disposaient de deux textes : un rapport imprimé et un projet de résolution sténotype, autour desquels allaient s'orienter les débats. C'est assez dire que les travaux politiques débutaient sous de prudents et parlementaires auspices, les travaux économiques et sociaux sous le signe d'un fort classique libéralisme ; seule la section culturelle s'annonçait plus explicitement novatrice, grâce à Denis de Rougemont.

En fait — et c'est la preuve que les idées justes rassemblent alors que les « intérêts acquis » divisent — les débats de la commission culturelle se terminèrent assez rapidement. Il n'en fut pas de même pour la commission politique, qui, outre les séances diurnes, tint deux séances du soir jusqu'à deux heures et trois heures et demie. Quant à la commission économique et sociale, elle battit tous les records, siégeant pour son ultime séance du dimanche à 10 heures jusqu'au lundi à près de 7 heures du matin.

Trois séances plénières étaient prévues pour l'examen filial et le vote des projets définitifs de résolution. Il fallut au dernier moment modifier l'ordre des séances, parce que le texte économique ne fut prêt qu'aux dernières heures du congrès.

Les trois textes, furent votés à l'unanimité, quoiqu'ils ne satisfassent pleinement aucune des multiples tendances qui s'étaient affrontées lors des séances de travail, article par article, ligne par ligne et parfois mot par mot. Ce furent des textes de synthèse, qui résumaient l'accord minimum des congressistes. Pouvait-on exiger davantage ? Ne demandons pas trop, d'autant plus qu'ils furent beaucoup moins « nègre-blanc » que ne le dirent quelques pessimistes et qu'ils proposent un certain nombre de mesures concrètes immédiatement réalisables.

Signalons pour terminer que l'après-midi du dimanche fut réservé à un meeting populaire qui eut lieu sur la Grand'place d'Amsterdam devant tous les délégués — sauf quelques dissidents qui s'éloignèrent sournoisement pour faire un tour sur les canaux de la Venise du Nord ou pour visiter le musée — et une sympathique foule hollandaise.

Enfin, les derniers moments du congrès furent consacrés à une séance solennelle de clôture, derechef présidée par M. Churchill, ou le président du comité de coordination tira les enseignements de la manifestation et traça les grandes lignes de la propagande future, et où Denis de Rougemont, dans un remarquable « Message aux Européens » rappela le sens profond de ces journées, que techniciens du

parlement et de l'économie eussent pu parfois négliger.

La résolution politique

André Voisin a déjà tracé les grandes lignes et parlé de la « bombe Reynaud ». Qu'il me suffise de rappeler que trois thèses — en gros — s'affrontaient :

— la thèse « unioniste », très nettement adoptée par les Britanniques. Elle consiste à développer les accords, multilatéraux, à élargir, prudemment les institutions nationales pu internationales existantes, en ne posant aucun problème institutionnel et en respectant intégralement la souveraineté des États

— la thèse « fusionniste » qui visera créer un super État européen selon les méthodes de la démocratie parlementaire sans tenir compte des diversités nationales ;

— la thèse fédéraliste — où se retrouvait la « minorité agissante » du congrès — et qu'il n'est guère besoin de rappeler à nos lecteurs. Au surplus, Henri Burgmans l'expose avec force dans nos colonnes.

En définitive, l'accord s'est établi *grosso modo* entre la première et la troisième thèse. Rejetant, comme disait M. Ramadier, une « révolution fédéraliste » explicite le congrès a tout de même admis deux points fondamentaux :

— des institutions européennes doivent être créées, pour recevoir un certain « transfert » des souverainetés nationales ;

— l'Assemblée continentale, dont le rôle constituant ou délibérant n'a d'ailleurs pas été fixé, sera constituée par les parlements nationaux, en leur sein et en dehors.

La voie est donc ouverte à cette représentation des forces vives qui effraie encore ceux qui, par intérêt ou par routine, ne conçoivent qu'une démocratie formelle sans contenu.

En outre, le congrès ne tient pas pour définitive la scission de l'Europe, et du monde. Il rappelle qu'il est prêt à accueillir tous les peuples qui donnent une garantie suffisante aux individus et aux collectivités. Quant à l'Allemagne, sans entrer dans le détail, il estime indispensable son inclusion dans la fédération européenne. Une commission permanente, suggérée par M. François-Poncet, étudiera ultérieurement ce vaste problème.

La résolution économique

De même que la commission politique a été dominée par le conflit entre unionistes et fédéralistes, de même les travaux de la commission économique et sociale tournèrent autour de la querelle : libéralisme-organisation. Dans les deux camps, il y avait des mous et des durs. Lord Layton tenait davantage au libéralisme économique que M. Serruys, et M. Van Zeeland se montrait moins coriace... Quant aux « opposants », ils allaient de certains socialistes planificateurs aux fédéralistes « intégraux », en passant par les syndicalistes de diverses nuances, les familiaux et quelques socialistes conciliateurs.

Négativement, la résolution est fort correcte. Elle dénonce l'impasse du nationalisme économique, et énumère un certain nombre de mesures pratiques propres à faire sauter les barrières qui s'opposent sur le continent à la libre circulation des hommes, des biens et des capitaux. Elle montre que l'union économique est indispensable à la prospérité et à l'indépendance de l'Europe. Elle n'oublie pas les territoires d'outre-mer, dont l'apport ne peut être sous-estimé.

Positivement, elle est beaucoup plus faible. Elle survole brièvement la question monétaire en s'en remettant à d'aléatoires clearings multilatéraux ; par contre elle réclame un programme d'équipement commun pour l'énergie et les industries-clés. C'est trop ou trop peu, tant qu'on n'imagine pas les instruments institutionnels de cette amorce de planification européenne. Et, si le statut de la propriété, et les modalités de la production ne sont pas évoqués, on y ignore aussi ces régies européennes autonomes qui peuvent être les premières

institutions transnationales de demain.

En outre, la liaison entre l'organisation économique et l'organisation politique n'est pas mentionnée. Il n'est pourtant pas d'*homo æconomicus*, surtout *occidentalis*. En fait, cette commission fut la plus hétérogène du congrès. Les libéraux de grand talent qui l'animaient sont favorables à des institutions communes au seul plan économique. Politiquement, ils se fient à la sagesse des chancelleries. Contradiction dont ils n'arrivent pas à s'évader, et qui pourrait stériliser leurs meilleures volontés.

La note sociale était absente du projet initial. Syndicalistes F.O. et chrétiens — représentés notamment par MM. Le Bourre et Tessier — militants familiaux et fédéralistes luttèrent victorieusement pour que fut acquise la reconnaissance de la primauté familiale, de l'association ouvrière et de la participation de celle-ci à la gestion de l'économie. Grâce à eux, les masses travailleuses pourront venir apporter leur enthousiasme à la propagande européenne. C'est un résultat énorme, qui se marquera bientôt dans les faits.

De tous les textes proposés au congrès, c'est sans contredit le plus détaillé et le plus minutieux. La minutie n'est pas toujours constructive : c'est aussi le texte le moins concret, celui qui se cantonne dans des vœux excellents pour la plupart mais apparaît beaucoup plus comme un, programme vague que comme une suggestion précise. N'en demandons pas trop : il a fait quand même la preuve de l'accord des congressistes sur l'urgence d'un plus vaste ensemble économique. Base de départ tout au plus, mais base de départ tout de même. Aux plus ardents de songer dès maintenant à la transformation sociale et au fédéralisme fonctionnel.

La résolution culturelle

Si les travaux de la commission politique trébuchèrent au début sur des difficultés de procédure, si ceux de la commission économique et sociale s'enlisèrent parfois dans des détails techniques et des discussions de vocabulaire, la commission culturelle eut plus de chance, et vint plus rapidement à conclusion.

Il faut cependant noter « l'offensive anglicane » du début. Tour à tour de dignes clergymen et d'austères laïques vinrent protester, la Bible sous le bras, contre le fait que le congrès n'était point placé sous le signe de Dieu. Ils se calmèrent lorsqu'on leur eût fait comprendre que toutes les familles spirituelles avaient leur place en Europe, sous le signe de l'humanisme et du respect de la dignité humaine. Mais on avait eu chaud !

La résolution culturelle est sans contredit la plus dynamique de toutes, et aussi la plus concrète. Sur « l'exposé des motifs », nous renverrons nos lecteurs à l'article de Denis de Rougemont, extrait de son rapport, et au « Message aux Européens » dont il a été l'initiateur et le rédacteur. Tout l'essentiel y est dit, et de la meilleure façon.

Que préconise-telle ?

D'abord un Centre européen de la culture, gardien des traditions occidentales, amorce d'une fédération des grandes universités, qui se propose des tâches précises en matière d'enseignement et d'information. Ce dernier point est capital. Le droit à l'information objective, qu'elle affirme avec force, est la meilleure défense contre tout embrigadement totalitaire, contre la montée des passions et le durcissement partisan.

Ensuite un Centre européen de l'enfance et de la jeunesse dont le but est de préparer l'avertir matériel et moral des générations montantes qui vivront dans la Fédération de demain. Les mouvements familiaux, les associations de jeunesse y pourront coordonner leur action. Et peut-être ainsi pourra être peu à peu réglé le délicat problème que posent, dans notre Europe dévastée, ces millions de jeunes sous-alimentés abandonnés au « struggle for life » contemporain et à toutes les tentations de la brutalité et de la démoralisation. Qu'on songe un instant à l'accroissement dramatique de la criminalité juvénile.

Mais n'hésitons pas à dire que l'apport essentiel de cette résolution est celui qu'a défendu avec tant de talent notre ami Louis Salleron : la création d'une Cour suprême de justice. Il s'agit, de la suggestion la plus riche de ce congrès, lequel, s'il n'eût abouti qu'à cela, se fut déjà trouvé justifié devant les peuples. Une telle instance, supérieure aux États, peut seule garantir les personnes et les collectivités contre l'arbitraire. Elle

doit sanctionner l'existence d'un droit naturel commun auquel seront tenus de se référer les pouvoirs politiques, administratifs judiciaires mêmes.

L'adoption unanime de cette suggestion pose même un : précédent significatif. Lors même que des congressistes, timides ont, en majorité, refusé d'envisager pour l'instant la structure d'un exécutif et d'un législatif européen, ils ont affirmé leur accord sur un pouvoir judiciaire. Que ses tenants le veuillent ou non, l'unionisme est dépassé. Et l'Europe, en offrant à l'homme une image de lui-même qu'il puisse regarder sans trouble ou sans angoisse — pour ne pas dire sans honte — peut se fonder en dignité.

Et maintenant...

Le congrès de La Haye fut une magnifique manifestation de propagande. Ses échos dans la presse du monde entier ne sont pas encore amortis au moment où paraissent ces lignes. Il a posé le problème, dans toute son ampleur ou presque, devant une opinion publique attentive.

Mais il n'a été qu'un point de départ. Quelques enthousiastes, en se rendant à La Haye, pensaient peut-être qu'ils allaient fonder l'Europe. D'autres, au contraire, partaient avec la conviction qu'il n'en sortirait rien, ou, peut-être, avec la volonté qu'il n'en sortît rien. Les « révolutionnaires » ne l'ont pas emporté, encore qu'ils aient marqué de nombreux points. Mais les partisans du freinage ont été largement battus.

Une force jeune, vivante, décidée, s'est affirmée dans ces assises où dominaient les « caciques » : celle des fédéralistes. Le public sait maintenant que c'est eux qui polariseront les efforts pour sortir du désordre établi et de d'incohérence internationale. Il sait qu'ils ne séparent pas la construction européenne de son contenu social. Et c'est pourquoi, avec eux, il envisage avec confiance cette Europe nouvelle qui émerge peu à peu du chaos dans la contradiction et la souffrance.

Max Richard

(1) Dix-huit pays occidentaux, six pays, de l'Est, l'Espagne. Et il y avait quelques observateurs américains.

(2) M. Churchill était président d'honneur du congrès. Mais les invitations étaient lancées par un « Comité international de coordination » auquel adhéraient six mouvements pour l'unité européenne : Union européenne des fédéralistes, Conseil français pour l'Europe unie, *United Europe Committee*, Ligue indépendante de coopération européenne, Nouvelles équipes internationales, Union parlementaire européenne.